

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/COMTD/W/101/Add.3  
30 juillet 2002

(02-4210)

---

## Comité du commerce et du développement

### MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'OMC POUR 2002

Note du Secrétariat\*

#### Addendum

1. La présente note fait le point de l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan d'assistance technique de l'OMC pour 2002 au 30 juin 2002. Elle traite également de points précis concernant les activités de coopération technique qui ont été soulevés par les délégations à la dernière réunion du Comité du commerce et du développement.

2. *Mise en œuvre du Plan d'assistance technique pour 2002.* Au 30 juin 2002, 261 activités avaient été entreprises au total, parmi lesquelles 185 activités prévues; en d'autres termes, 36 pour cent du Plan d'assistance technique pour 2002 ont été exécutés à ce jour. Bien que ce taux d'exécution puisse paraître relativement faible en milieu d'année, la mise en œuvre du Plan avance bien et, grâce à une meilleure collaboration des pays Membres bénéficiaires, les activités de l'OMC seront davantage ciblées et plus productives. En outre, comme les postes de la série L sont en train d'être pourvus, le Secrétariat de l'OMC sera en mesure d'accélérer la réalisation des activités d'assistance technique au cours du deuxième semestre de l'année et il sera plus à même d'atteindre les objectifs ambitieux fixés dans le Plan d'assistance technique pour 2002. Les activités d'assistance technique menées au premier semestre 2002 portaient sur presque toutes les sections du Plan d'assistance technique (WT/COMTD/W/95/Rev.3), y compris l'accession, l'agriculture, la politique de la concurrence, l'évaluation en douane, le règlement des différends, les marchés publics, les questions de mise en œuvre, les technologies de l'information et les centres de référence de l'OMC, le Cadre intégré et les pays les moins avancés, l'investissement, l'intégration, l'accès aux marchés, les règles, les services, les cours de politique commerciale de courte durée, les SPS et OTC, les textiles et vêtements, le commerce et l'environnement, la facilitation des échanges et les ADPIC.

3. *Banques régionales de développement.* Le Directeur général a convoqué une première réunion avec les chefs de secrétariat des banques régionales de développement le 3 mai, au Centre William Rappard. Au cours de ce dialogue, les participants sont convenus de maintenir un partenariat stratégique entre l'OMC et les banques régionales de développement. Les participants au dialogue ont également décidé, entre autres, de poursuivre cet échange de vues dans le cadre d'un forum OMC-Banques régionales de développement pour la mise en œuvre du Programme de Doha pour le développement. On trouvera à l'annexe 1 ci-jointe le "Mémoire d'accord" conclu par les participants, dont le Directeur général a donné lecture et qui a été distribué lors de la réunion avec les Membres. Le Secrétariat de l'OMC considère que la participation explicite et coordonnée des banques régionales de développement à la mise en œuvre du Programme de Doha pour le développement est indispensable à la réussite de ce programme. La participation des banques régionales de développement était une des réponses stratégiques de l'OMC pour la mise en œuvre du Programme de

---

\* Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

Doha pour le développement, comme il est indiqué au paragraphe 2 v) du Plan d'assistance technique de l'OMC pour 2002. La collaboration vient d'être officialisée avec quatre institutions régionales, à savoir le Fonds monétaire arabe, la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement et la Banque islamique de développement. Le Secrétariat de l'OMC travaille également régulièrement avec la Banque africaine de développement, avec laquelle un mémorandum d'accord sera prochainement signé.

4. *Intégration du commerce grâce aux Conférences ministérielles sur le commerce.* L'intégration du commerce est un des éléments centraux de la Stratégie globale de l'OMC en matière d'assistance technique, définie dans la Nouvelle stratégie entérinée par les Ministres, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 38 de la Déclaration ministérielle de Doha. L'expérience acquise grâce à la Conférence ministérielle sur le commerce organisée, en février 2002, dans l'hémisphère occidental par la Banque interaméricaine de développement, en collaboration avec l'OMC, a très clairement montré l'utilité de ce type de manifestation pour présenter et mieux faire connaître la notion d'intégration des politiques commerciales dans les politiques globales de développement économique des pays en développement, des pays les moins avancés et des économies en transition. La réunion de responsables financiers et commerciaux dans une même enceinte s'est révélée cruciale pour améliorer la compréhension mutuelle, éviter les conflits et, de manière générale, pour montrer comment la politique commerciale contribue au développement économique, en agissant comme un moteur de croissance. Le Secrétariat espère être à même d'institutionnaliser ce type de manifestations. En partenariat avec les banques régionales de développement, le Secrétariat collaborera avec les Ministères du commerce et des finances dans les différentes régions du monde en développement afin de veiller à l'intégration du commerce dans les plans de développement et les stratégies pour la réduction de la pauvreté.

5. Cette année, deux Conférences ministérielles réunissant des fonctionnaires chargés des questions commerciales et financières ont été organisées jusqu'à présent: la première, à l'intention des pays d'Asie centrale et du Caucase, s'est tenue à Tbilisi (Géorgie), les 21 et 22 mai 2002, tandis que la seconde, à l'intention des pays d'Europe centrale et du Sud-Est, s'est tenue à Zagreb (Croatie), les 11 et 12 juin 2002. Ces réunions ont constitué pour les pays de ces deux régions ainsi que pour l'OMC et les institutions régionales et internationales une occasion unique de procéder à un échange de vues sur une large gamme de questions. Lors de ces réunions, nombre d'idées et d'avis ont été exprimés quant à la meilleure façon d'aider ces régions à s'intégrer dans le système commercial multilatéral. Le Secrétariat de l'OMC distribuera des rapports distincts pour ces deux Conférences ministérielles ainsi qu'un rapport global qui dressera le bilan de ces réunions, et indiquera les travaux futurs nécessaires dans ce secteur clé qu'est l'intégration du commerce.

6. *Base de données sur le Programme de Doha pour le développement.* Le Secrétariat de l'OMC, avec le concours de l'OCDE, a commencé à s'acquitter du mandat interinstitutions énoncé dans la Déclaration ministérielle de Doha, et concernant la fourniture coordonnée et cohérente de l'assistance technique. À ce jour, des institutions et des pays fournissant une assistance technique se sont rencontrés à trois reprises, et des progrès significatifs ont été réalisés. Ils sont tombés d'accord sur des objectifs communs ainsi que sur la définition de catégories comparables d'assistance technique liée au commerce et de renforcement des capacités qui seront utilisées dans la base de données sur l'assistance technique liée au commerce et sur le renforcement des capacités prévue dans le Programme de Doha pour le développement.

7. En marge de la Réunion ministérielle de l'OCDE qui s'est tenue à Paris en mai, le Secrétaire général de l'OCDE et le Directeur général de l'OMC ont formulé formellement une demande conjointe de renseignements. Les membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE, les organisations intergouvernementales, les banques régionales et les autres pays fournissant une assistance technique liée au commerce et menant des activités de renforcement des capacités ont été invités à fournir d'ici au 31 juillet 2002 des renseignements sur leurs activités d'assistance technique liée au commerce et de

renforcement des capacités pour 2001-2002. Ces renseignements seront vérifiés, regroupés et intégrés à la base de données, qui sera accessible sur Internet d'ici au mois d'octobre et qui constituera une source d'informations importante pour le rapport intérimaire que doit établir le Directeur général, conformément au paragraphe 41 de la Déclaration ministérielle de Doha. Les renseignements contenus dans la base de données seront ensuite mis à jour pour la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC. Notons également que la programmation des principales fonctions de la base de données est bien avancée. Une démonstration destinée à présenter les principales caractéristiques de l'interface utilisateur de la base de données, grâce à des données de l'OMC et à certaines données de l'OCDE, sera organisée le 16 juillet 2002, lors de la Réunion de haut niveau sur l'assistance technique destinée aux hauts fonctionnaires, ainsi que mi-juillet, lors de la prochaine réunion du Comité des négociations commerciales. Le Secrétariat se félicite du financement accordé par le DFID afin de développer les capacités du Secrétariat pour créer cette base de données.

8. *Coopération interorganisations.* Dans l'ensemble, la coopération avec d'autres organisations intergouvernementales se déroule de façon constructive, bien que certaines questions demeurent en suspens. La coopération avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) est effective et efficace. Des efforts sont actuellement déployés afin de conclure des accords-cadres avec la CNUCED et l'Organisation mondiale des douanes. Néanmoins, les activités entreprises conjointement avec ces deux organisations se poursuivent de façon ponctuelle et sans accuser de retard important.

9. *Rapport de la Conférence d'annonce de contributions.* Vous vous souvenez certainement qu'à la dernière réunion du Comité, le 6 mars 2002, un rapport de la Conférence d'annonce de contributions a été distribué aux Membres (document WT/COMTD/37). Une version révisée de ce document est en cours de distribution; elle reprend les observations de toutes les délégations, y compris certaines qui, pour des raisons techniques, ne figuraient pas dans le document initial.

10. *Annexe I - Cours de perfectionnement sur le Programme de Doha pour le développement.* Ce programme de perfectionnement destiné aux fonctionnaires des administrations publiques (Annexe I du Plan d'assistance technique pour 2002) vise essentiellement à donner aux négociateurs commerciaux et aux hauts fonctionnaires des administrations publiques des pays en développement et économies en transition Membres de l'OMC et observateurs une formation axée plus systématiquement sur les questions au centre du Programme de Doha pour le développement. Il a pour principal objectif d'accroître la participation effective de ces pays aux négociations et au programme de travail issus de Doha grâce à l'analyse politique et à une meilleure compréhension des questions en jeu dans les négociations. Ce programme sera organisé conjointement, de façon tripartite, par l'OMC, par un établissement universitaire de premier plan (institut de recherche et/ou groupe de réflexion à orientation politique) et par une banque régionale de développement. Le premier de ces cours de deux semaines a été organisé en juin en collaboration avec l'Organisation des États américains et l'Université de Georgetown (Washington) et il était destiné aux pays latino-américains. D'autres cours de ce type seront organisés au second semestre de 2003 à l'intention des pays africains, des pays arabes et des pays d'Europe centrale et orientale, respectivement, et cinq autres auront lieu avant la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC (voir ci-joint le programme de travail reproduit à l'annexe II).

11. *Plan d'assistance technique pour 2003.* À la dernière réunion du Comité, le Secrétariat a prié toutes les délégations de lui transmettre d'ici au 31 juillet leurs demandes prioritaires pour 2003 afin de lui permettre d'élaborer le projet de Plan d'assistance technique pour 2003 immédiatement après la pause estivale. Le Secrétariat rappelle aux Membres, aux observateurs et aux organisations internationales l'annonce initiale faite à la 40<sup>ème</sup> session du Comité du commerce et du développement, le 25 avril 2002. Comme cela a été indiqué précédemment, le calendrier prévu pour le Plan d'assistance technique 2003 est le suivant:

- Octobre - Présentation du projet de Plan d'assistance technique pour 2003 au Comité du commerce et du développement pour autorisation.
- Novembre - Présentation au Comité du budget, des finances et de l'administration pour une note sur les incidences financières du Plan convenu par le CCD.
- Décembre ou janvier - Conférence annuelle d'annonce de contributions de l'OMC.

## ANNEXE I

PROGRAMME DE DOHA POUR LE DÉVELOPPEMENT: RÔLE  
DES BANQUES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT

- Il est clairement admis que les banques régionales de développement jouent un rôle important dans la mise en œuvre effective du Programme de Doha pour le développement. Pour être effectifs, l'assistance technique et le renforcement des capacités devraient avoir un caractère régional.
- Les banques régionales de développement, l'OMC et la Banque mondiale collaboreront de manière effective afin de coopérer avec les Ministres du commerce et des finances pour:
  - réaliser des études diagnostiques sur le commerce;
  - contribuer à la coordination des Ministres du commerce et des finances;
  - favoriser l'expansion du commerce nécessaire à la croissance;
  - expliquer aux pays bénéficiaires que le soutien accordé sous forme de **don** ne sera pas suffisant, qu'il leur faudra également contracter des emprunts afin de promouvoir l'expansion du commerce, et qu'il est dans leur propre intérêt de le faire.
- Les banques régionales de développement ont exprimé la nécessité de **savoir** ce qui se passe dans les négociations de l'OMC et d'être **tenues informées** de leur déroulement. Ces renseignements contribueront de manière effective aux activités de soutien, d'assistance technique et de renforcement des capacités que peuvent mener les banques régionales de développement à l'échelon régional.
- Les banques régionales de développement, la Banque mondiale et l'OMC devraient, **de concert**, montrer qu'elles coopèrent, ce qui permettra de **mobiliser** des ressources pour certaines organisations dont les crédits alloués à l'assistance technique liée au commerce **diminuent**. Par conséquent, les banques régionales de développement, la Banque mondiale et l'OMC doivent afficher des stratégies par pays plus cohérentes.
- Les études diagnostiques sur l'intégration du commerce, qui jettent les bases d'un renforcement des capacités effectif, sont nécessaires et utiles. Il faut poursuivre ces études diagnostiques sur le commerce dans un effort de collaboration.
- La base de données est particulièrement cruciale pour combler les lacunes, instaurer la transparence et élaborer des approches communes du renforcement des capacités au niveau local.
- Une collaboration effective s'impose pour la convocation de réunions des Ministres du commerce et des finances.
- Bien que la priorité doive être accordée aux PMA, il faut reconnaître que certains pays à faible revenu, qui ne sont pas des PMA, sont vraiment démunis. Si nous n'en tenons pas compte, nous allons créer un monde plus injuste encore.

- Les pays en développement, en particulier d'Afrique, sont confrontés à des problèmes institutionnels majeurs, au niveau national, lorsqu'ils mènent des négociations commerciales. Il faut leur fournir une assistance à cet égard.
- Les pays en développement doivent savoir comment négocier de façon positive et **non** défensive afin de promouvoir la croissance et de réduire la pauvreté.
- Il a été entendu que les banques régionales de développement, la Banque mondiale et l'OMC poursuivraient ce dialogue tous les ans et que le FMI devrait être invité à la prochaine réunion.
- Le Directeur général, M. Mike Moore, s'est engagé à transmettre le Mémorandum d'accord ci-dessus aux Membres de l'OMC et à M. Supachai, son successeur.

## ANNEXE II

### Cours de perfectionnement sur le Programme de Doha pour le développement

Groupe de pays	Date	Organe régional	Établissement universitaire	Personne à contacter à la Division de la coopération technique
Amérique latine	10-21 juin 2002	Organisation des États américains	Université de Georgetown, Washington	T. Gómez Torán
Pays arabes	Septembre/ octobre 2002	Fonds monétaire arabe	Université américaine du Caire	S. Seif El Yazal
Europe centrale et orientale	15-29 octobre 2002	Banque européenne pour la reconstruction et le développement	Institut multilatéral de Vienne	M. Smeets
Afrique anglophone	Novembre/ décembre 2002	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et Banque africaine de développement	Université de Stellenbosch, Afrique du Sud	D. Yeboah
Asie-Pacifique	Avril 2003	Banque asiatique de développement	Université de Beijing	R. Krommenacker
Non-résidents	Avril 2003 [en parallèle avec la Semaine de Genève]		IMD, Lausanne	C. Osakwe A. Breckenridge M. Oshikawa
Pays des Caraïbes	2003	Organisation des États américains	Université des Antilles	T. Gómez Torán [L'OAS doit contacter l'Université des Antilles]
Afrique francophone	2003	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et Banque africaine de développement	Institut de formation de la Banque africaine de développement Abidjan	D. Yeboah
Asie centrale et Caucase	2003	Centre de politique et du droit du commerce international	Tbilisi, Géorgie	M. Smeets

Liste des Membres et observateurs\* invités

Asie de l'Est et Pacifique (29): Bangladesh; Bhoutan\*; Brunéi Darussalam; Cambodge\*; Fidji; Hong Kong, Chine; Îles Salomon; Inde; Indonésie; Macao, Chine; Malaisie; Maldives; Mongolie; Myanmar; Népal\*; Pakistan; Papouasie-Nouvelle-Guinée; Philippines; République de Corée; République démocratique populaire lao\*; République populaire de Chine; Samoa\*; Singapour; Sri Lanka; Taipei chinois; Thaïlande; Tonga\*; Vanuatu\*; Viet Nam\*.

Afrique francophone (26): *Algérie\**, Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert\*, Congo, Côte d'Ivoire, *Djibouti*, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale\*, Madagascar, Mali, *Mauritanie*, *Maroc*, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo, *Tunisie*.

Afrique anglophone (21): Afrique du Sud, Botswana, *Égypte*, Éthiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, Seychelles\*, Sierra Leone, *Soudan\**, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

Amérique latine (18): Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Suriname, Uruguay, Venezuela.

Pays des Caraïbes (15): Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Cuba, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago.

Pays d'Europe centrale et du Sud-Est (17): Albanie, Bélarus\*, Bosnie-Herzégovine\*, Bulgarie, Croatie, Estonie, Ex-République yougoslave de Macédoine\*, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Moldova, Pologne, République fédérale de Yougoslavie\*, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Slovénie.

Pays d'Asie centrale et du Caucase (11): Arménie, Azerbaïdjan, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Ouzbékistan, République kirghize, Tadjikistan, Turkménistan, Turquie, Ukraine.

Pays arabes (16): Algérie\*, Arabie saoudite\*, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Jordanie, Koweït, Liban\*, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Soudan\*, Tunisie, Yémen\*.

Non résidents (35): Andorre\*; Antigua-et-Barbuda; Arménie\*; Bahamas\*; Burkina Faso; Dominique; Fidji; Gambie; Grenade; Guinée-Bissau; Guyana; Îles Salomon; Laos\*; Macao, Chine; Malawi; Maldives; Mali; Namibie; Niger; Ouzbékistan\*; Papouasie-Nouvelle-Guinée; Sainte-Lucie; Saint-Kitts-et-Nevis; Saint-Vincent-et-les Grenadines; Samoa\*; Sao Tome-et-Principe\*; Seychelles\*; Sierra Leone; Suriname; Swaziland; Tchad; Togo; Tonga\*; Vanuatu\*.

---